

RÉSOLUTION N° 48 : LA GUERRE EN ISRAËL ET EN PALESTINE

(Version originale en anglais)

Le 31e Congrès mondial de l'Internationale des Services Publics (ISP) qui se tiendra à Genève du 14 au 18 octobre 2023.

Le 31e Congrès de l'Internationale des Services Publics exprime ses plus sincères condoléances et sa solidarité à tous les civils qui ont subi des pertes et des blessures en Israël et en Palestine.

Les attaques brutales du Hamas contre Israël, qui ont fait plus d'un millier de morts, la prise d'otages et leur utilisation comme boucliers humains, sont des actions terroristes destinées à frapper brutalement les civils.

La réaction d'Israël de punir collectivement la population de Gaza pour les actions du Hamas qui ont entraîné le meurtre aveugle de civils palestiniens ne peut pas non plus être justifiée.

Le fait qu'Israël refuse l'accès à l'eau, à l'électricité, aux fournitures médicales et à l'aide humanitaire à la population de Gaza, qui subit déjà un blocus depuis 16 ans, constitue une violation fondamentale du droit international et pourrait constituer un crime de guerre.

En tant que fédération syndicale internationale regroupant les travailleurs.euses des Agences Internationales, nous avons appris avec consternation que pour la seule journée du 12 octobre, 11 employé.e.s de l'OMS, 5 du CICR et 12 de l'UNRWA ont été tué.e.s à Gaza.

Nous exigeons la protection des travailleurs.euses qui continueront à travailler en qualité d'employé.e.s dans les services publics, les soins de santé, l'eau et l'énergie, l'éducation et d'autres secteurs clés. En outre, la Convention de Genève sur les blessés, les malades et les civils doit être respectée.

En tant que travailleurs.euses du service public, nous nous engageons à assurer l'accès aux droits humains fondamentaux. C'est pourquoi nous pensons que la communauté internationale doit se mobiliser pour mettre fin au conflit, lever le blocus illégal de Gaza et garantir le respect des droits humains pour sa population, tout en appelant à la libération des Israéliens retenus en otage par le Hamas.

À ce stade, il est difficile d'évaluer les conséquences du conflit entre Israël et le Hamas sur la situation déjà fragile et troublée du Moyen-Orient, mais ce qui est sûr, c'est que plus la guerre durera, plus elle risque de s'étendre à l'ensemble de la région.

Il est temps que la communauté internationale prenne ses responsabilités, laisse la diplomatie agir pour arrêter la guerre, protéger les civils, s'attaquer aux causes profondes du conflit israélo-palestinien, y compris l'occupation des territoires palestiniens, et exige la mise en œuvre des résolutions de l'ONU sur le droit des Palestiniens à disposer d'un État viable et à vivre dans la dignité, aux côtés d'un Israël en sécurité.